

ÉDUCATION

Deuxième semaine de grève

Point de dénouement dans le bras de fer entre le ministère de l'Éducation et le Cnapest. Aux mesures disciplinaires décidées par la tutelle, le syndicat répond en décidant de «mesures d'accompagnement» de la grève qui entre dans sa seconde semaine.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Les perspectives d'un retour à la normale dans le secteur de l'éducation semblent s'éloigner de plus en plus.

Le Cnapest qui avait entamé sa grève ouverte le 16 février dernier ne baisse pas les bras. Il maintient toujours l'option du débrayage.

Le syndicat ne compte pas faire marche arrière. Bien au contraire, les assemblées générales tenues jeudi et vendredi ont appelé l'instance dirigeante du syndicat à opter pour des sit-in devant les Directions de l'éducation des différentes wilayas ainsi que devant le siège du ministère de l'Éducation. Une option vali-

dée par les conseils de wilaya qui se sont tenus hier.

Le Cnapest justifie le recours à ces actions par le silence de la tutelle mais également en réaction aux mesures prises à l'encontre des enseignants grévistes.

Le département de Nouria Benghebrit avait en effet commencé par envoyer des mises en demeure aux enseignants grévistes avant de procéder à des ponctions sur leurs salaires. «Un non événement», commente Messaoud Boudiba, chargé de l'information au sein du Cnapest qui ajoute que ces mesures n'ont pas entamé la volonté des enseignants à rester mobilisés.



Benghebrit lance des appels au dialogue.

Entamée le 16 février dernier, la grève est différemment suivie en fonction des wilayas, essentiellement au niveau du secondaire. Comme le veut la tradition, le taux

de suivi a fait l'objet d'une guerre de chiffres entre tutelle et syndicat. Quel que soit ce taux, l'impact sur le bon déroulement du second trimestre est bien réel. Beaucoup

de chefs d'établissements scolaires n'ont eu d'autres alternatives que de reporter les compositions du second trimestre.

En panne de solutions, le ministère de l'Éducation avance l'idée de faire appel à des enseignants retraités pour donner des cours de soutien aux élèves des classes d'examen. Des décisions qui ne règlent pas le fond du problème puisque rien n'est fait pour que le mouvement de grève soit enfin gelé.

Selon le Cnapest, aucune invitation officielle à une rencontre avec la tutelle n'a été pour le moment formulée. La ministre de l'Éducation lance des appels au dialogue via les médias au moment où le syndicat attend des engagements fermes pour la satisfaction de la plateforme de revendications. Entre les deux parties, le courant ne passe plus.

N. I.

Bâtiment : la colère du patronat

Les entrepreneurs algériens du secteur du bâtiment revendiquent à ce que «les pouvoirs publics accordent plus d'importance à l'entreprise nationale». C'est ce qu'ont demandé les membres du conseil national de l'Union nationale des entrepreneurs du bâtiment (Uneb) à l'issue de la réunion de son conseil national qui s'est tenue hier à Alger.

Lors de cette rencontre présidée par le président du conseil, en l'occurrence M. Gasmi Salim, il a été revendiqué plus «de considération et de respect à l'égard de l'entreprise algérienne qui peut relever le défi du logement». «Les entreprises nationales sont disposées à accroître et développer leurs capacités de production afin d'améliorer leur contribution à la réalisation du programme public du BTPH pour peu que les pouvoirs publics garantissent les conditions nécessaires à l'amélioration de leur environnement notamment l'accès au

financement, ont affirmé des professionnels du secteur», a déclaré M. Gasmi.

L'Uneb qui s'apprête à tenir son congrès national considère que «l'outil national, capable de réaliser actuellement les bâtiments de taille moyenne (5 à 7 étages), pourra prendre en charge des projets de grande envergure à condition de bénéficier de facilitations notamment l'accès au financement».

Au nombre de 35 000 PME opérant dans le secteur du BTPH, «ces entreprises, ajoute-t-on, sont aujourd'hui confrontées aux contraintes liées à leur financement et à l'application effective du programme national de mise à niveau bloqué au stade de diagnostic».

M. Gasmi a appelé, à ce titre, les pouvoirs publics à évaluer les résultats de ce programme entamé en 2010 et qui reste, selon lui, limité au stade de diagnostic, tout en ajoutant que «l'entreprise algérienne a besoin d'outils de production et de méthodes de gestion modernes pour réduire les délais de réalisation et améliorer la qualité des



Les entreprises algériennes prennent en charge les projets de grande envergure.

constructions, a souligné le président de l'Uneb». S'agissant des projets confiés aux entreprises étrangères, l'Uneb considère que «ces dernières ne sont pas en mesure de les réaliser toutes seules sans recourir à leurs homologues algériennes (privées et publiques) dans le cadre de partenariats ou de contrats de sous-traitance». L'Uneb est sortie avec d'autres recommandations lors de

son conseil national. Elle propose, ainsi, la création d'un observatoire national de construction et demande l'accélération de l'application des recommandations de la dernière tripartite concernant notamment la décision de l'échelonnement des dettes et l'allégement des procédures pour l'obtention du permis de construction.

A. B.

SANTÉ

Pour un plan national contre les maladies rares

La mise en place d'un plan national des maladies rares est une «urgence», ont plaidé hier des spécialistes, réunis lors de la célébration de la Journée mondiale des maladies rares.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Des médecins, des associations, des malades et leurs parents se sont réunis hier à Alger pour célébrer la Journée mondiale des maladies rares.

Selon le docteur Lamia Addoune, cette journée est célébrée à travers le monde le 29 février en signe de la rareté de cette maladie. «Nous sommes en retard de plusieurs années dans la prise en charge des maladies rares et en l'absence d'un plan national de ces maladies, nous allons nous réunir chaque année pour faire le constat de notre échec», ont

souligné les médecins présents.

Absence de diagnostic, de dépistage néonatal, de laboratoire de dépistage, de centres de référence, de registre national et de plan national et de personnel médical non formé pour diagnostiquer la maladie, sont autant de problèmes auxquels se heurtent les spécialistes et les patients.

Selon le docteur Arrada, chef de service pédiatrique à l'hôpital Parnet, les malades viennent souvent à l'âge de 3 ou 4 ans, l'âge où les choses sont irréversibles. Le dépistage néonatal pour la maladie de phénylcétonurie, cite-t-elle, pourrait éviter



Le dépistage néonatal pourrait éviter des handicaps.

des handicaps et les retards mentaux. «Il est inexistant» dit-elle, pourtant il coûte un euro par nouveau-né.

Le docteur Salima Magmoun, sous-directrice au ministère de la Santé, a assuré qu'un plan natio-

nal a été rédigé et finalisé et sera soumis bientôt aux experts. Le ministère, dit-elle, a fait une enquête au niveau national en 2010 et en 2011, il a recensé 63 types de maladies jugées rares auxquelles il a mis en place le

traitement et les médicaments y afférents. Selon elle, il y a un problème au niveau des commandes au sein des hôpitaux.

Selon les estimations, ils sont deux millions d'enfants à vivre avec une maladie rare en Algérie. Une maladie rare est une maladie qui touche une personne sur 2 000. Il existe entre 7 000 et 8 000 maladies orphelines, 80% sont d'origine génétique et 20% sont causées par des facteurs environnementaux. La maladie affecte dans 50% des cas des enfants de moins de cinq ans.

La consanguinité augmente le risque de la maladie de 20 fois ou 30 fois. Toutes les maladies orphelines ne sont pas répertoriées en Algérie mais la maladie la plus répandue est l'hémophilie.

S. A.